

## TERMES DE RÉFÉRENCE

### Résumé

<i>Titre</i>	: <i>Recrutement d'un Cabinet pour la formulation d'une « Start-Up Act »</i>
<i>Affectation</i>	: <i>MENI</i>
<i>Durée</i>	: <i>3 mois</i>
<i>Titre du projet</i>	: <i>Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes</i>
<i>Financement</i>	: <i>Banque Mondiale</i>



### 1. Contexte

La République de Djibouti est en phase de mutation non seulement dans la structure de ses pôles de développement, mais également de sa population avec l'arrivée sur le marché d'une population jeune de plus en plus éduquée et innovante. Les orientations politiques, d'articuler le développement sur des secteurs porteurs de l'économie capable de servir le marché local, régional et international doivent être accompagné par la mise en place d'institutions capables de concilier la demande des clients et l'offre des services. Le développement des marchés dans les secteurs où Djibouti a un avantage comparatif à travers l'entrepreneuriat reste une priorité pour le Gouvernement afin d'assurer une croissance soutenable et permettre au pays d'atteindre ses objectifs de pays émergent.

Cette volonté politique se matérialise par la création du Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat (CLE) pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé parallèlement aux réformes d'amélioration du climat des affaires engagées depuis quelques années.

À cet effet, le Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes est placé sous la coordination du CLE avec un financement de la Banque Mondiale.

## 2. Objectif du projet

L'objectif de développement du projet est d'améliorer les opportunités économiques pour les entrepreneurs ciblés.

En termes de soutien aux bénéficiaires et à l'écosystème dans lequel ils opèrent, les activités du projet sont alignées sur les quatre phases du développement de l'entrepreneuriat : (i) éveil, (ii) activation, (iii) dynamisation et (iv) stimulation.

### ENTREPRENEURSHIP DEVELOPMENT FRAMEWORK

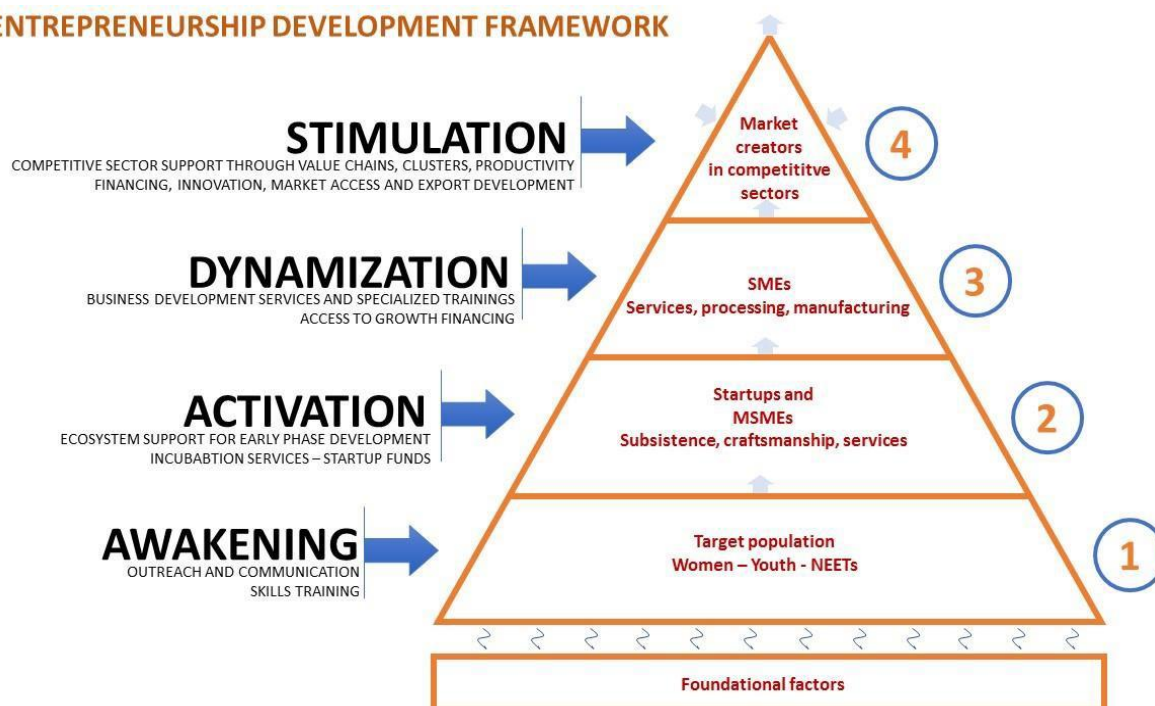


Figure 1. Cadre de développement de l'entrepreneuriat

- (i) **Éveil** : au cours de cette phase et pour renforcer les compétences, une formation professionnelle doit être mise en place pour donner aux populations cibles la possibilité d'envisager la création ou la participation à une Micro, Petite et Moyenne Entreprise (MPME). Ce type d'activité est généralement accompagné de campagnes d'information sur l'entrepreneuriat. La phase d'éveil, visant à identifier et à former des responsables de projets parmi les populations de jeunes et de femmes, a été pilotée à Djibouti par le programme de la Banque mondiale "Projet de Promotion de l'Emploi des Jeunes et de l'Artisanat" (PROPEJA), dont le modèle sera appliqué et développé pour ce projet.
- (ii) **Activation** : une fois formés, les entrepreneurs peuvent être incités à formaliser leurs entreprises par le biais de subventions / transferts en espèces. Les subventions / transferts en espèces pour la commercialisation et la conceptualisation - administrés dans le cadre de

concours de plans d'entreprise - sont également essentiels à ce stade pour le lancement et la croissance d'entreprises formelles naissantes.

- (iii) **Dynamisation** : les entrepreneurs doivent pouvoir accéder aux services et au financement au sein d'un écosystème d'appui opérationnel et clair. Cela comprend le soutien à l'enregistrement, la mise en réseau pour accéder aux mentors, les incubateurs, les accélérateurs, l'information et l'accès au financement. La phase de dynamisation permet aux MPME de se développer avec des formations et des services certifiés axés sur les fonctions de développement (ressources humaines, marketing, gestion financière, gestion des stocks, etc.).
- (iv) **Stimulation** : la phase de stimulation aide les MPME à jouer un rôle dans les chaînes de valeur qui sont soutenues, le cas échéant, par la coordination sectorielle, la promotion des investissements étrangers directs, les exportations, la création de pôles de croissance et des incitations financières et fiscales permettant des gains de productivité dans les secteurs ciblés.

### **3. Les composantes du projet**

Le projet comprend trois composantes :

1. Phase d'éveil et d'activation - Renforcement des capacités des femmes et des jeunes entrepreneurs ;
2. Phase de dynamisation et de stimulation - Améliorer l'accès aux services, au financement et à des chaînes de valeurs compétitives pour les femmes et les jeunes entrepreneurs ;
3. Appui à la mise en œuvre et au suivi du projet.

#### **Composante 1 - Phase d'éveil et d'activation - Renforcement des capacités des femmes et des jeunes entrepreneurs**

Les activités de cette composante visent à améliorer l'accès :

- (i) aux formations axées sur le développement des compétences et des entreprises (en élargissant la portée du projet PROPEJA existant) ;
- (ii) à des financements de faible montant ;
- (iii) à l'information et aux ressources pour les entrepreneurs.

## **Composante 2 - Phase de dynamisation et de stimulation - Améliorer l'accès aux services, au financement et à des chaînes de valeurs compétitives pour les femmes et les jeunes entrepreneurs**

Les activités de cette composante visent :

- (i) à améliorer l'accès aux services pour les femmes et les jeunes entrepreneurs par l'amélioration et le développement des capacités des fournisseurs de l'écosystème entrepreneurial ;
- (ii) à améliorer l'accès aux financements par l'activation du Fonds de Garantie Partielle des Crédits de Djibouti (FGPCD) et le renforcement du réseau de microfinance CPEC ;
- (iii) à fournir une assistance technique pour aider à identifier et à développer des secteurs et des chaînes de valeur compétitifs qui permettront aux entreprises de mieux répondre aux besoins de ces nouveaux secteurs dynamiques.

## **Composante 3 - Appui à la mise en œuvre et au suivi du projet**

Cette composante financera les frais d'assistance technique, d'équipement, de formation et de fonctionnement pour :

- (i) gestion de projet et supervision de la mise en œuvre ;
- (ii) suivi et évaluation du projet ;

Cette composante appuiera également le renforcement institutionnel du CLE, en particulier dans les domaines de la comptabilité, de la gestion budgétaire, des achats et des fonctions administratives globales.

Le CLE, en sa qualité de responsable de la mise en œuvre du projet, se propose d'affecter une part de l'enveloppe allouée à la **composante 2**, sous-composante 2.1 Améliorer les services offerts à l'écosystème entrepreneurial, afin de recruter **un cabinet pour la formulation d'une Start-Up Act**.

## **4. Contexte de la Mission**

Les Technologies numériques ont offert de nouvelles solutions permettant à tous de communiquer, d'accéder aux sources d'information, de stocker et de réaliser des transactions électroniques de façon simple et fiable.

Pour tirer le meilleur profit de ces technologies, l'État a créé, le 21 mai 2021, un ministère délégué chargé de l'économie numérique et de l'innovation dont le principal objectif est d'assurer une transition numérique rapide et sûre.

L'un des principaux objectifs du ministère est d'accompagner le développement de l'écosystème du numérique et de l'innovation qui a commencé à se structurer depuis 2019 avec la création du CLE

qui a impulsé des programmes d'accompagnement avec les incubateurs et fablabs en partenariat avec l'État à travers le CLE les partenaires au développement et le secteur privé.

Afin de consolider cette dynamique et de lever les verrous pour la croissance des startups, la mise en place d'un cadre juridique adéquat est nécessaire (Startup Act).

Ainsi, le ministère adopte une approche participative pour collaborer avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème engagés pour l'élaboration et l'adoption d'une loi sur les startups « Startup Act »

## **5. Justification de la Mission**

À Djibouti, les startups opérant dans le secteur de l'économie numérique ne bénéficient pas encore d'un accompagnement tant au niveau réglementaire qu'au niveau de la commercialisation et de l'accès au marché. Contrairement aux économies dotées d'environnements propices au développement des startups (comme les USA, l'UE ou la Tunisie), il n'existe pas encore de politiques et réglementations visant à mettre en place un écosystème favorable à l'éclosion de startups technologiques à forte valeur ajoutée.

La reconnaissance légale du caractère innovant et évolutif des entreprises est prioritaire pour développer cette économie numérique.

Ainsi, le ministère délégué chargé de l'économie numérique et de l'innovation cherche à mettre en place un cadre réglementaire sous la forme d'un « Startup Act ».

Cependant nombre d'acteurs, voire des responsables gouvernementaux ne maîtrisent pas toujours les compétences juridiques nécessaires pour créer et encadrer la vie juridique des sociétés labélisées startup dans l'élaboration de projet de loi respectif :

- Comment le texte peut-il optimiser le fonctionnement et/ou développement juridique d'une société avec le label « Startup » ?
- Quelles dispositions prévoir pour faciliter les levées de fonds ?
- Comment optimiser leur fiscalité et percevoir des aides des pouvoirs publics ?
- Comment soutenir la protection des innovations ?
- Quels mécanismes pour faciliter l'accès aux marchés et dans d'autres domaines ?

## **6. Objectif de la Mission**

L'objectif principal de la mission est décliné dans les points suivants :

- Accompagner le ministère dans le processus d'élaboration du Startup Act ;
- Consulter les différentes parties prenantes de l'Écosystème ;

- Collecter les informations pertinentes pour l'élaboration de la Startup Act ;
- Effectuer le benchmarking des cadres juridiques, réglementaires et fiscaux applicables aux entrepreneurs, aux investisseurs et aux Startups, en comparant avec la situation à Djibouti et étudier la faisabilité de la transposition des meilleures pratiques adaptées au contexte de Djibouti ;
- Élaborer des propositions sous forme juridique (loi et décrets d'application) pour la mise en place d'une Startup Act avec un label adapté aux entrepreneurs, aux investisseurs et aux Startups.

## **7. Produits attendus**

Dans le cadre d'un processus inclusif avec la participation des tous les acteurs (gouvernement, secteur privé et société civile), les produits suivants seront attendus :

1. Rapport de cadrage de la mission ;
2. Rapport du cadre légal djiboutien ;
3. Rapport d'analyse du benchmark avec les propositions pour Djibouti ;
4. « Startup Act » spécifique à Djibouti (Projet de Loi et de Décret d'application) ;
5. Rapport final incluant l'ensemble des livrables.

## **8. Description des tâches et responsabilités**

Le cabinet retenu devra prendre en charge les éléments suivants :

- Conduite d'un processus de consultation : identification des parties prenantes, conduite de la consultation, organisation de workshops, focus groups, entretiens...etc. ;
- Description du cadre juridique, réglementaire et fiscal des entreprises à Djibouti ;
- Benchmark et analyse comparative des cadres juridiques, réglementaires et fiscaux applicables aux entrepreneurs, aux investisseurs et aux Startups dans des pays de la sous-région (Sénégal, Côte d'Ivoire & Ghana) et du Maghreb (ex. : Maroc & Tunisie) et des pays de l'Union Européenne (ex. : France, Belgique & Estonie) et autres pays ayant développé de bonnes pratiques (Rwanda, Kenya...) ;
- Comparaison de la situation de Djibouti par rapport aux résultats du benchmark susmentionné et analyse de la faisabilité des éléments du benchmark à Djibouti ;
- Collecte des informations liées aux problématiques rencontrées par les startups et PME innovantes et analyse des insuffisances du cadre légal ;
- Accompagnement & Assistance de la structure de conseil en charge de la conduite du processus d'élaboration de la Startup Act ;
- Identification des institutions concernées par ce projet de Startup Act pour les engager dans le processus ;

- Proposition d'un label « Startup » et de mesures permettant de favoriser l'entrepreneuriat numérique et l'investissement ;
- Mise en place de la « Startup Act » constituée du cadre juridique permettant la matérialisation du label et des propositions susmentionnés.

Smart Africa et une task force pilotée par le MENI assisteront le CLE dans le processus d'élaboration de la Startup Act (Consultations des parties prenantes, formation et facilitation, développement d'outils pour la co-crédation des politiques publiques, partage d'expériences des pays ayant conduit ce processus...).

À cet égard, le bureau d'études qui sera sélectionné devra travailler en étroite collaboration avec le Ministère et la task force pour la réalisation de toutes les étapes de la mission.

## 9. Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévu pour tout le processus d'élaboration de la Startup Act est de treize semaines (13).

La mission doit se dérouler suivant le chronogramme indicatif ci-dessous à partir de Jn représentant la date de la signature des deux parties :

Calendrier (n = date de signature des parties)	Livrables
<b>Jn + 1 semaine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de cadrage.</li> </ul>
<b>Jn + 2 semaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion de contact d'échanges</li> </ul>
<b>Jn + 3 semaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport du cadre légal djiboutien</li> <li>• Rapport d'analyse du benchmark avec les propositions pour DJIBOUTI</li> </ul>
<b>Jn + 5 semaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collecte et analyse des besoins des startups, investisseurs pour la startup</li> <li>• Compte rendu des Réunions avec les acteurs : Mapping et rôle des acteurs</li> </ul>
<b>Jn + 7 semaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités de consultations et collecte de recommandation</li> <li>• Compilation &amp; drafting</li> </ul>
<b>Jn + 9 semaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse et revue juridique des textes législatifs</li> <li>• Rédaction de la documentation provisoire</li> </ul>
<b>Jn + 11 semaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport final incluant l'ensemble des livrables.</li> </ul>



## 10. Composition de l'équipe et profil des experts

La prestation sera confiée à un bureau d'études international qui devra justifier d'une expérience confirmée en matière de réalisation d'études dans le domaine, notamment celles centrées sur l'environnement juridique de l'économie numérique.

Le bureau d'études devra avoir une équipe pluridisciplinaire composée d'experts spécialistes du domaine (politiques publiques, entrepreneuriats, écosystème des startups, juriste, avocats, conseillers en fiscalité, propriété intellectuelle;). Il devra justifier des expériences suivantes :

- Avoir au moins accumulé une expérience de 10 ans ;
- Justification des compétences dans le domaine de conduite des études avec au moins 03 expériences probantes ;

Le Bureau d'étude est chargé de mobiliser à temps plein, une équipe pluridisciplinaire composée, au moins de 4 experts dont un (1) expert national. Les profils de l'équipe se présentent comme suit :

- ✓ Un avocat ou juriste avec une expérience internationale dans les projets légistiques et de rédaction de lois (chef d'équipe)
- ✓ Un expert en politique publique ;
- ✓ Un expert technique dans les écosystèmes des Startups et financement ;
- ✓ Un expert Juridique (Consultant national, juriste ayant une maîtrise du contexte djiboutien)

**Le Bureau d'étude** assume la responsabilité globale du processus jusqu'à la production des documents définitifs. Il dirigera et coordonnera les travaux de l'équipe et sera le garant de la qualité des différents produits.

Chaque soumissionnaire présentera dans le cadre de son offre technique une note dans laquelle il explique en détail sa méthodologie et sa compréhension des TDR.

## 11. Qualifications et compétences requises

### (1) Avocat/juriste international, chef d'équipe :

- Disposer d'expérience avérée dans la réalisation de missions similaires,
- Disposer de compétences avérées dans l'accompagnement des PME et startups (audit, fiscalité, comptabilité, business développement, juridique...)
- Être un spécialiste en économie numérique et en droit des affaires, en fiscalité, ou toute autre discipline en relation avec le numérique,
- Être titulaire d'un diplôme de troisième cycle (DESS, DEA, Master II, Doctorat, PHD, etc.) ou équivalent.
- Avoir une expérience pertinente en matière de rédaction de lois et règlements, en particulier dans le domaine de l'économie numérique

### (2) Expert en politique publique :

- Disposer d'expérience avérée dans la réalisation de missions similaires,
- Être un spécialiste en économie numérique



- Être titulaire d'un diplôme de troisième cycle (DESS, DEA, Master II, Doctorat, PHD, etc.) ou équivalent.
- Avoir une expérience pertinente en matière de facilitation, conseil et conduite des processus de formulation de politiques publiques, de plans stratégiques ou de projets de loi dans le domaine de l'économie numérique

### **(3) Un expert technique dans les écosystèmes des Startups et Financement :**

- Disposer d'expérience avérée dans la réalisation de missions similaires,
- Être titulaire d'un diplôme supérieur en économie, finance, ingénierie, commerce ou autres diplômes pertinents
- Être spécialiste dans le financement de startups / PME et de leur écosystème (investisseurs en capital-risque, fonds de capital-investissement, plateformes de financement participatif et autres sources de capital des Startup).
- Disposer d'une solide expérience en matière d'évaluations et d'analyses de Startup (analyse financière, due diligence, etc.).

### **(4) Consultant national**

- Être titulaire d'un diplôme de troisième cycle (DESS, DEA, Master II, Doctorat, PHD, etc.) ou équivalent.
- Maîtriser les textes, loi et réglementation juridique et fiscale en vigueur à Djibouti
- Connaître les besoins juridiques des PME et startups djiboutiens
- Connaissance et capacité à mobiliser les acteurs institutionnels et parties prenantes à impliquer dans ce projet

Les compétences requises pour réaliser avec satisfaction cette mission sont :

- Capacité de travailler en équipe ;
- Excellentes relations interpersonnelles et capacité à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Expérience en production de rapport d'excellente qualité ;
- Très bonne maîtrise du Français, connaissance de l'Anglais serait un grand atout
- Une bonne connaissance des logiciels Microsoft Word de traitement de texte et tableau et des plateformes de télétravail et de collaboration à distance tels que Skype, Zoom, Teamwork, GoToMeeting, WebEx.

## **12. Soumission à l'Avis à Manifestation d'Intérêts (AMI)**

Les firmes éligibles remplissant les conditions prévues dans ce terme de référence, et intéressées sont invitées à nous faire parvenir leurs candidatures à l'adresse ci-dessous, en personne ; par courrier postal ou courriel au plus tard **le 27 novembre 2022 à 17 h (Heure de Djibouti)** avec la mention « *Recrutement d'un Cabinet pour la formulation d'une « Start-Up Act »* ».

Toute demande de renseignement peut être demandée par mail à :

M. Hile Mohamed Elmi [procurement@cladjibouti.com](mailto:procurement@cladjibouti.com)

**CENTRE DE LEADERSHIP ET DE L'ENTREPRENEURIAT (CLE)**

B.P : 716 – Quartier 6, Sans-fil,

Djibouti (République de Djibouti)

Courriel : [procurement@cledjibouti.com](mailto:procurement@cledjibouti.com)

Fait à Djibouti, le 15 septembre 2022

Directeur Général du CLE (P.I)

**Kenedid A. Youssouf**